



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/14  
17 octobre 2008

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-sixième réunion  
Doha, 8-12 novembre 2008

**COOPERATION BILATERALE**

Le Secrétariat du Fonds a reçu les demandes suivantes de coopération bilatérale :

<b>TITRE DU PROJET</b>	<b>AGENCE BILATÉRALE</b>
Plan de gestion de l'élimination finale des SAO dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (seconde tranche) à Sainte Lucie	Canada
Plan de gestion de l'élimination finale des substances du Groupe I de l'Annexe A (deuxième tranche) en Uruguay	Canada
Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC (secteurs de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation) en Inde	Allemagne
Préparation d'un plan de gestion des HCFC (assistance technique, entretien de la réfrigération et de la climatisation et secteur des mousses) en République islamique d'Iran	Allemagne
Élimination finale du bromure de méthyle dans la fumigation du sol (première tranche) au Yémen	Allemagne
Atelier international sur l'assistance à la conformité pour le bromure de méthyle	Israël
Projet parapluie pour l'élimination finale des SAO dans le secteur des solvants (phase II) au Congo, RD	Italie
Stratégie nationale pour la transition à des inhalateurs à doseur sans CFC et plan pour l'élimination des CFC dans la fabrication des inhalateurs à doseur pharmaceutiques en Inde	Italie
Élimination du bromure de méthyle utilisé dans la fumigation du sol dans la production des haricots verts et des cucurbitacées (première tranche) au Maroc	Italie
Projet d'élimination finale du CTC en Serbie	Italie
Élimination du bromure de méthyle en horticulture : tomates, concombres, poivres et autres (deuxième tranche) en Jamahiriya arabe libyenne	Espagne

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## Observation sur le contenu du document

1. Le présent document fournit, pour approbation par le Comité exécutif, une évaluation de l'admissibilité des demandes des agences bilatérales par rapport au niveau maximum de coopération bilatérale disponible pour l'année 2008. Le document fait aussi référence à d'autres documents pertinents comportant une discussion des demandes bilatérales et contient également la recommandation habituelle pour l'année de l'assignation de la coopération bilatérale, comme une recommandation générale à la fin du document.

2. Trois demandes sont pleinement traitées dans ce document. Deux émanent du gouvernement de l'Allemagne pour la préparation de plans du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et de climatisation à base de HCFC pour l'Inde et la République islamique de l'Iran et couvrent également les entreprise de formulation de mousse, et l'autre est du gouvernement d'Israël et concerne un atelier international d'assistance à la conformité pour le bromure de méthyle.

## Introduction

3. En tout, onze demandes totalisant 4 338 708 \$US (y compris les frais d'agence) pour la coopération bilatérale ont été reçues par le Secrétariat pour approbation à la 56<sup>e</sup> réunion. Le présent document contient, par agence bilatérale, les projets déposés devant le Comité exécutif pour examen.

4. Le tableau 1 présente un résumé de la valeur et du nombre de demandes par agence bilatérale.

Tableau 1

### VALEUR ET NOMBRE DE PROJETS POUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE, PAR AGENCE BILATÉRALE (y compris les frais d'agence)

Agence bilatérale	Montant total demandé (\$US)	Nombre de projets
Canada	102 830	2
Allemagne	757 517	3
Israël	114 356	1
Italie	2 799 005	4
Espagne	565 000	1
<b>TOTAL</b>	<b>4 338 708</b>	<b>11</b>

### DEMANDE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

## Introduction

5. Le tableau 2 présente un résumé de la demande de coopération bilatérale du gouvernement du Canada. La valeur de cette demande (102 830 \$US), en plus des projets approuvés aux 54<sup>e</sup> et 55<sup>e</sup> réunions (855 152 \$US) dépasse 20 pour cent de la contribution du Canada pour 2008 (940 073 \$US) de 17 909 \$US. Cependant, ce pays n'a pas dépassé son allocation pour l'exercice triennal 2006 – 2008, d'où il lui reste assez de fonds pour couvrir les deux projets.

Tableau 2

**PRÉSENTATION DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RECOMMANDATION**

<b>Titre du projet</b>	<b>Pays</b>	<b>Montant initial demandé (\$US)</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Plan de gestion de l'élimination finale des SAO dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (seconde tranche)	Sainte Lucie	49 000	(1)
Plan de gestion de l'élimination finale des substances du Groupe I de l'Annexe A (deuxième tranche)	Uruguay	42 000	(2)
Frais d'agence		11 830	
<b>TOTAL</b>		<b>102 830</b>	

(1) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/46

(2) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/54

**SAINTE LUCIE : Plan de gestion de l'élimination finale des SAO dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation --seconde tranche (49 000 \$US)**

6. Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sont consignées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/46.

**URUGUAY : Plan de gestion de l'élimination finale des substances du Groupe I de l'Annexe A --deuxième tranche (42 000 \$US)**

7. Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sont consignées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/54.

**DEMANDE DU GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE****Introduction**

8. Le tableau 3 présente un résumé de la demande de coopération bilatérale du gouvernement de l'Allemagne. La valeur de cette demande (757 517 \$US), en plus de celle des projets déjà approuvés pour l'exercice triennal 2006-2008 (8 492 796 \$US), dépasse le niveau de contribution bilatérale de l'Allemagne pour cet exercice. Le niveau maximum de projets additionnels qui peuvent être considérés pour approbation lors de la 56<sup>e</sup> réunion est 191 436 \$US, si l'Allemagne ne doit pas dépasser son niveau maximum de 20 pour cent de contributions bilatérales pour l'exercice triennal 2006-2008.

Tableau 3

**PRÉSENTATION DU GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE ET RECOMMANDATION**

<b>Titre du projet</b>	<b>Pays</b>	<b>Montant initial demandé (\$US) :</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC (secteurs de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation)	Inde	211 270	(*)
Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC (assistance technique, secteurs de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation et des mousses)	République islamique de l'Iran	258 250	(*)
Élimination finale du bromure de méthyle dans la fumigation du sol (première tranche)	Yémen	201 450	(1)
Frais d'agence		86 547	
<b>TOTAL</b>		<b>757 517</b>	

(\*) Examen individuel / en attente.

(1) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/55

**INDE : Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC --secteurs de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation (211 270 \$US)**

**Description du projet**

9. Cette présentation fait partie de celle qui a été reçue du PNUD en tant qu'agence principale relative à une proposition globale pour la préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC au profit de l'Inde pour laquelle l'Allemagne, comme agence coopérante, demande 211 270 \$US plus des coûts d'appui pour la préparation d'une stratégie pour le secteur de la réfrigération et de la climatisation.

10. Dans la proposition détaillée soumise pour cette demande, l'Allemagne précise son objectif principal qui est d'élaborer une stratégie d'après-vente de l'équipement de réfrigération et de climatisation couvrant son utilisation, son remplacement et son élimination. Elle développera des interventions visant l'entretien, la formation en bonnes pratiques, la récupération et le recyclage, les programmes d'incitation des utilisateurs pour des conversions possibles, aussi bien que l'assistance technique pour appuyer la régulation politique et la surveillance. L'Allemagne a également mentionné qu'elle s'inspirera des enseignements tirés de la mise en oeuvre des activités dans le secteur de l'entretien pour la consommation des CFC en Inde, pour laquelle elle était l'agence principale, afin de mettre en application entièrement le projet dans le cadre du PGEH.

**Observations du Secrétariat du Fonds**

11. Lors de la 55<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a convenu des coûts standard pour le financement de la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). Pour des pays avec une consommation de HCFC entre 120 et 1 200 tonnes PAO et avec un secteur de fabrication tel que l'Inde, le pays a droit à un financement de 195 000 \$US pour couvrir une élaboration complète d'une stratégie de PGEH à l'exclusion des coûts pour le secteur de fabrication.

12. Sur base des accords et des discussions de la 55<sup>e</sup> réunion, il était compris que la première partie de la stratégie, à l'exclusion du secteur de fabrication qui est couvert sous la décision 55/13d), traitera

toutes les composantes du PGEH qui ne sont pas des activités d'investissement afin de permettre au pays de remplir les conditions de contrôle des HCFC en 2013 et 2015 sous l'étape 1 du plan. Ceci comprend le secteur de l'entretien tel qu'indiqué dans les directives des PGEH approuvées lors de la 54<sup>e</sup> réunion. La demande spécifique de l'Allemagne pour le secteur d'entretien relèverait donc du montant convenu pour la première partie de la préparation du PGEH, qui est de 195 000 \$US demandés par le PNUD en qualité d'agence principale.

13. Dans les discussions avec l'agence principale, il a été confirmé qu'en raison de la taille du pays ainsi que les défis posés par le secteur de l'entretien, un financement séparé de la préparation du projet pour ce sous-secteur sera nécessaire afin de permettre au pays de répondre à ses objectifs de conformité pour les HCFC. L'agence confirme également que ce financement couvrira tous les besoins pour l'étape 1 de ce sous-secteur dans le pays, et qu'il n'y aura point de demande d'autres fonds de préparation à l'avenir.

### **Recommandation du Secrétariat du Fonds**

14. Le Secrétariat n'est pas en mesure de recommander la demande de l'Allemagne de financement pour le secteur d'entretien de la réfrigération en Inde car ces activités sont déjà incorporées dans le financement de la préparation du PGEH d'un montant de 195 000 \$US demandé par le PNUD.

### **RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE L'IRAN : Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation ainsi qu'un plan sectoriel pour le secteur des mousses (entreprises de formulation) (258 250 \$US)**

#### **Description du projet**

15. Cette présentation fait partie de celle qui a été reçue du PNUD en tant qu'agence principale relative à une proposition globale pour la préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC au profit de la République islamique de l'Iran pour laquelle l'Allemagne, comme agence coopérante, demande 258 250 \$US plus des coûts d'appui pour couvrir la préparation d'un projet d'assistance technique pour le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et de climatisation. Cette demande comprend également la préparation d'un plan sectoriel pour l'élimination des HCFC dans le secteur des mousses pour les entreprises de formulation.

16. La présentation de l'Allemagne justifiant les fonds demandés pour la préparation du projet indique que le secteur d'entretien comporte un grand nombre d'entreprises aussi bien petites que dispersées. La consommation signalée dans le secteur de la réfrigération pour 2005 est de 72,1 tonnes PAO, avec une croissance annuelle prévue de 10 pour cent de 2006 à 2010 et 7,5 pour cent annuellement de 2011 à 2013. Sur base de ces estimations, il est important que la consommation et la croissance des HCFC dans ce sous-secteur soit contrôlée par l'introduction dans le pays d'activités de confinement, de contrôle des fuites, de conversion et de remplacement, particulièrement dans le secteur de la réfrigération commerciale. La présentation fournit également des détails sur les éléments et composants spécifiques qui seront considérés dans le processus de préparation.

17. Dans le cas du secteur des mousses, les applications en la matière, en particulier les mousses rigides spécifiques pour l'isolation et les mousses à peau intégrée pour l'industrie automobile, emploient le HCFC-141b dans leurs procédés. On estime qu'il y a 70 entreprises et 5 entreprises de formulation qui seront affectées par l'élimination des HCFC. La proposition indique qu'afin de mieux contrôler la consommation et la croissance des HCFC dans le secteur des mousses, il est important de développer une stratégie sectorielle pour le remplacement à long terme de la production existante. La présentation fournit également des détails sur les éléments et les composants spécifiques qui seront considérés dans le processus de préparation. Elle précise que la préparation comprendra un examen de toutes les données et études existantes, fera le point des stocks complets des entreprises, leurs produits et pratiques de

consommation des HCFC, effectuera des visites de terrain et évaluera les installations, développera et intégrera une base de données nationale. Par ailleurs, elle analysera les résultats, passera en revue les options et les solutions de rechange, consultera les parties prenantes et rédigera un projet de stratégie finale pour l'élimination des HCFC dans le sous-secteur des mousses.

### **Observations du Secrétariat du Fonds**

18. Les observations du Secrétariat dans les paragraphes 11 et 12 ci-dessus s'appliquent également à cette demande.

19. Quant à la demande de la préparation d'un plan sectoriel pour le secteur des mousses, toute recommandation à ce sujet dépendra des discussions sous le point de l'ordre du jour 7b) qui définira la structure des coûts pour la préparation de projets d'investissement en tant qu'élément de la préparation du PGEH.

20. Au cours des discussions avec l'Allemagne aussi bien qu'avec l'agence principale, on a confirmé que des actions sont nécessaires tant dans le secteur des mousses que celui de la réfrigération afin que le pays puisse remplir les conditions de contrôle de 2013 et 2015 pour les HCFC. Les agences ont indiqué que ceci couvrira l'ensemble des exigences de la première étape pour ces deux secteurs dans le pays, et qu'on n'aura pas besoin d'autres fonds de préparation à ce sujet à l'avenir.

### **Recommandation du Secrétariat du Fonds**

21. Le Secrétariat n'est pas en mesure de recommander la demande de l'Allemagne de financement pour le secteur d'entretien de la réfrigération en République islamique de l'Iran car ces activités sont déjà incorporées dans le financement de la préparation du PGEH d'un montant de 195 000 \$US demandé par le PNUD.

22. Quant à la demande de financement de la préparation pour le secteur des mousses, elle sera discutée sous le point 7b) de l'ordre du jour.

### **YEMEN : Elimination finale du bromure de méthyle dans la fumigation du sol --première tranche (201 450 \$US)**

23. Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sont consignées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/55.

## **DEMANDE DU GOUVERNEMENT D'ISRAEL**

### **Introduction**

24. Le tableau 4 présente un résumé de la demande de coopération bilatérale du gouvernement d'Israël. La valeur de cette demande (114 356 \$US) ne dépasse pas 20 pour cent de la contribution de ce pays pour l'exercice 2008 (156 066 \$US).

Tableau 4

**PRESENTATION DU GOUVERNEMENT D'ISRAEL ET RECOMMANDATION**

<b>Titre du projet</b>	<b>Pays</b>	<b>Montant initial demandé (\$US) :</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Atelier international sur l'assistance à la conformité pour le bromure de méthyle	Mondial	101 200	(*)
Frais d'agence		13 156	
<b>TOTAL</b>		<b>114 356</b>	

(\*) Examen individuel / en attente.

**PROJET MONDIAL : Atelier international sur l'assistance à la conformité pour le bromure de méthyle (101 200 \$US)**

Description du projet

25. Le gouvernement d'Israël a présenté une proposition de projet pour un atelier international d'assistance de conformité pour le bromure de méthyle à la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif, à un coût total de 101 200 \$US plus des coûts d'appui de l'agence de 13 156 \$US.

26. La proposition de projet concerne un atelier de 14 jours en Israël pour les pays visés à l'article 5 qui ont besoin d'assistance dans l'élimination du BM et n'ont pas encore reçu d'aide substantielle du Fonds multilatéral. L'atelier fera partager l'expérience israélienne dans le développement et la mise en oeuvre de solutions de rechange au BM avec les représentants de ces pays par une combinaison de conférences, de discussions et de visites de terrain. Il commencera par des présentations des domaines problématiques par pays et il est prévu qu'il aboutisse à la formulation de stratégies spécifiques aux pays et aux régions pour réaliser l'élimination du BM. L'atelier discutera également un mécanisme avancé de contrôle et d'évaluation pour la problématique technique générée par l'application complète des solutions de rechange du BM dans le contexte d'une approche intégrée de lutte phytosanitaire. Les aspects futurs demandant une aide bilatérale spécifique seront identifiés et formulés en vue d'interaction supplémentaire et de mise en oeuvre. Il sera invité jusqu'à 3 participants de chaque pays afin d'encourager la collaboration interdisciplinaire dès le départ.

27. Le temps estimé pour l'exécution du projet est de trois mois.

Observations du Secrétariat

28. Notant que c'est le deuxième projet que le gouvernement d'Israël soumet comme contribution bilatérale au Fonds multilatéral, le Secrétariat a brièvement expliqué la procédure établie par le Comité exécutif pour la présentation des propositions de projets. Il a en outre donné une vue d'ensemble des projets d'investissement du BM, des programmes d'assistance technique et des activités de formation qui ont été approuvés jusqu'ici par le Comité.

29. S'agissant de la proposition soumise à la 56<sup>e</sup> réunion, les discussions se sont concentrées sur la liste des pays potentiels visés à l'article 5 qui bénéficieraient le plus de l'atelier, en prenant en compte l'aide limitée qu'ils ont reçue pour l'élimination complète de leur consommation de BM. Suite à ces

discussions, le gouvernement d'Israël a revu la proposition en incluant la participation potentielle des pays visés à l'article 5 (c.-à-d. huit) avec une consommation de référence du BM connue qui n'ont encore reçu aucune aide du Fonds, ainsi que d'autres pays avec une consommation restante de BM admissible pour financement. Elle a également proposé d'inclure parmi les participants les experts des agences d'exécution travaillant sur les projets d'élimination du BM.

30. Suite à une demande de la justification de l'atelier proposé, étant donné le nombre de projets et d'activités d'élimination du BM déjà approuvés, le gouvernement d'Israël a précisé que la préparation de cet atelier se fonde sur une expérience antérieure gagnée à travers deux ateliers internationaux sur le BM tenus en 2002 et 2005. Les participants à ces ateliers ont indiqué que le volet formation était le maillon faible dans le processus d'élimination du BM de leurs pays. Cette perception a été encore confirmée sur le terrain par les experts israéliens en la matière qui ont participé à des projets de démonstration et d'investissement pour l'élimination du BM dans des pays visés à l'article 5. Par ailleurs, sur base de l'expérience de pays non visés à l'article 5, des questions techniques majeures surgissent après que des solutions de rechange au BM aient été introduites à grande échelle (c.-à-d. des agents pathogènes secondaires, l'apparition de nouveaux agents pathogènes et des agents pathogènes résistant aux solutions de rechange au BM). La formation est nécessaire pour faire face à ces nouveaux problèmes techniques complexes occasionnés par l'élimination du BM afin de rester au courant des bonnes méthodologies. Les pays visés à l'article 5 doivent former leur personnel technique du secteur agricole afin que ce dernier puisse répondre à la problématique générée par l'élimination du BM.

31. Le Secrétariat a également demandé si le gouvernement d'Israël pourrait envisager, au lieu des ateliers internationaux, de présenter un programme plus spécifique d'assistance technique pour éliminer la consommation du BM dans un pays visé à l'article 5, ou de participer à l'exécution d'un projet d'investissement avec une autre agence. Le gouvernement d'Israël a répondu que le Comité directeur interministériel examinera des projets spécifiques d'assistance technique sur une base bilatérale avec certains des pays participant à l'atelier, ou avec d'autres pays, après consultation avec des représentants des agences d'exécution, une fois que l'atelier aura eu lieu.

32. Le Secrétariat a également demandé conseil à l'ONUDI, laquelle avait participé à l'atelier international sur le BM tenu en 2003. Cette dernière a indiqué que l'atelier était très professionnel, démontrant des technologies et des solutions pratiques ajustées aux besoins réels des pays visés à l'article 5. Israël a développé différentes technologies alternatives au BM qui ont été appliquées dans beaucoup de pays, tels que la solarisation, le greffage et l'utilisation de la chaleur pour le traitement des dattes. L'ONUDI a également précisé que des sociétés israéliennes ont répondu à l'appel d'offres de différents équipements utilisés en horticulture (par exemple, les serres installées au Guatemala et au Honduras et quelques plastiques pour le projet en Croatie ont été fournis par Israël).

33. Le Secrétariat note que des 98 300 \$US approuvés par le Comité exécutif lors de sa 37<sup>e</sup> réunion pour une activité semblable devant être menée par le gouvernement d'Israël, 64 177 \$US ont été retournés au Fonds.

#### Recommandations du Secrétariat

34. Le Comité exécutif est invité à approuver le projet ci-dessus à un coût de 101 200 \$US plus des coûts d'agence de 13 156 \$US.

### **DEMANDE DU GOUVERNEMENT DE L'ITALIE**

#### **Introduction**

35. Le tableau 5 présente un résumé de la demande de coopération bilatérale du gouvernement de l'Italie. La valeur de cette demande (2 799 005 \$US) en plus des projets approuvés lors de la 54<sup>e</sup> réunion (1 120 000 \$US) dépasse nettement 20 pour cent de la contribution de l'Italie pour 2008 (1 632 512 \$US).

Cependant, étant donné que l'Italie n'a pas dépassé son niveau maximum de contribution bilatérale pour l'exercice triennal 2006-2008, les fonds sont disponibles pour répondre à la demande de ce pays. En outre, l'Italie a soumis son plan d'activités pour 2006, 2007 et 2008.

Tableau 5

**PRESENTATION DU GOUVERNEMENT DE L'ITALIE ET RECOMMANDATION**

<b>Titre du projet</b>	<b>Pays</b>	<b>Montant initial demandé (\$US)</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Projet parapluie pour l'élimination finale des SAO dans le secteur des solvants (phase II)	Congo, RD	144 220	(1)
Stratégie nationale pour la transition à des inhalateurs à doseur sans CFC et plan pour l'élimination des CFC dans la fabrication des inhalateurs à doseur pharmaceutiques	Inde	2 000 000	(2)
Élimination du bromure de méthyle utilisé dans la fumigation du sol pour la production des haricots verts et des cucurbitacées (première tranche)	Maroc	310 000	(3)
Projet d'élimination finale des CTC	Serbie	49 324	(4)
Frais d'agence		295 461	
<b>TOTAL</b>		<b>2 799 005</b>	

(1) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/27

(2) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/34

(3) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/39

(4) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/48

**DEMANDE DU GOUVERNEMENT DE L'ESPAGNE**

**Introduction**

36. Le tableau 6 présente un résumé de la demande de coopération bilatérale du gouvernement de l'Espagne. La valeur de cette demande (565 000 \$US) en plus des projets approuvés lors de la 54<sup>e</sup> réunion (166 562 \$US) ne dépasse pas 20 pour cent de la contribution de l'Espagne pour 2008 (842 156 \$US).

Tableau 6

**PRESENTATION DU GOUVERNEMENT DE L'ESPAGNE ET RECOMMANDATION**

<b>Titre du projet</b>	<b>Pays</b>	<b>Montant initial demandé (\$US)</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Élimination du bromure de méthyle en horticulture : tomates, concombres, poivres et autres (seconde tranche)	Jamahiriya arabe libyenne	500 000	(1)
Frais d'agence		65 000	
<b>TOTAL</b>		<b>565 000</b>	

(1) UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/36

**ESPAGNE : Élimination du bromure de méthyle en horticulture : tomates, concombres, poivres et autres --seconde tranche (500 000 \$US)**

Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sont consignées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/36.

**RECOMMANDATION GENERALE**

37. Le Comité exécutif est invité à :

- (a) Demander au trésorier de compenser les coûts des projets bilatéraux approuvés à la 56<sup>e</sup> réunion comme suit :
    - (i) 102 830 \$US (y compris les frais d'agence) à déduire du solde de la contribution bilatérale du Canada : 17 909 \$US en 2007 et 84 921 en 2008 ;
    - (ii) 114 356 \$US (y compris les frais d'agence) à déduire du solde de la contribution bilatérale d'Israël ;
    - (iii) 2 799 005 \$US (y compris les frais d'agence) à déduire du solde de la contribution bilatérale de l'Italie : 1 290 028 \$US en 2006, 764 499 \$US en 2007 et 512 512 \$US en 2008 ;
    - (iv) 565 000 \$US (y compris les frais d'agence) à déduire du solde de la contribution bilatérale de l'Espagne.
  - (b) Demander au trésorier de ne pas compenser plus de 191 436 \$US (y compris les frais d'agence) du solde de l'allocation bilatérale de l'Allemagne afin que ce pays ne dépasse pas son allocation 2006 – 2008.
-